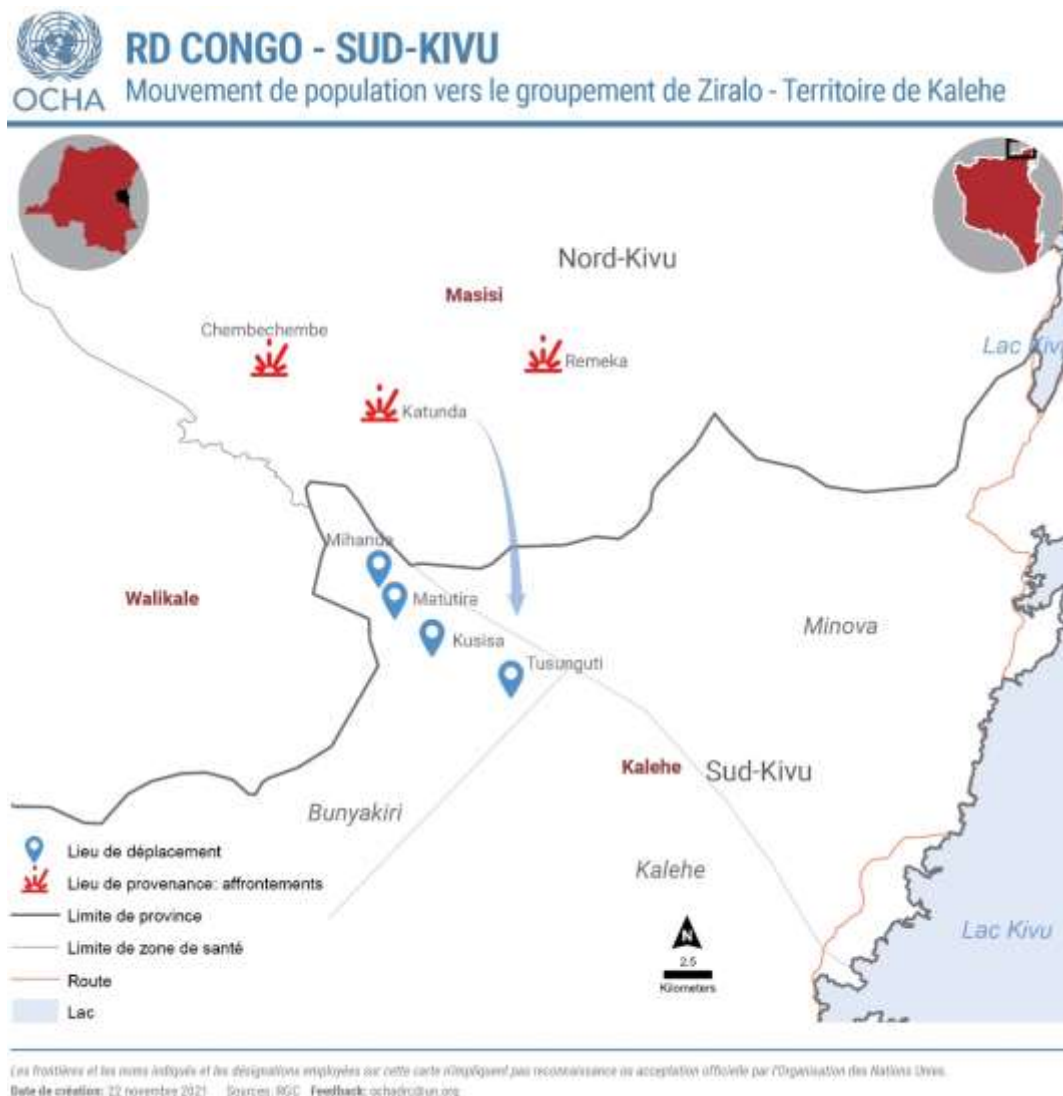




RAPPORT DE MISSION ZIRALO – ZONE DE SANTE BUNYAKIRI – TERRITOIRE DE KALEHE

Evaluation rapide et renforcement de capacité



1. Contexte et justification de la mission

Sur fond de l'Etat de siège décrété dans la province du Nord-Kivu, des opérations militaires sont menées dans le territoire de Masisi. Ces opérations menées par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) contre les éléments des groupes armés se sont accentuées depuis le mois d'août 2021. La première série d'affrontements a été enregistrée en début août, puis à partir du 17 septembre dans les villages Katunda, Remeka, Lukunda, Chembechembe. La deuxième série était respectivement enregistrée en début ainsi qu'à partir du 22 octobre dans les villages Ndeko, Miko, Katunda, Bindobondobo (groupement d'Ufamandu, territoire de Masisi, Nord-Kivu). Ces épisodes d'affrontements, suivis d'abus de protection et des violations des droits humains, ont causé le déplacement de population vers les villages de Kusisa, Batayo, Nyalugusha, Bunje, Bushugulu, Kisha, Bulembwe, Lulere et Kalamo (groupement Ziralo, territoire de Kalehe, Sud-Kivu). Le cumul de ces déplacés est estimé à plus de 33 000 personnes (soit 6 629 ménages), selon les sources locales. Par ailleurs, malgré les différentes sensibilisations menées par les autorités, les ONG locales et la MONUSCO auprès des groupes armés, ces derniers restent très actifs dans la zone. Le dernier cas d'affrontements était enregistré le 12 novembre, où les éléments de la coalition Maachano/ Kirikicho se sont affrontés aux éléments FARDC dans la périphérie de Bulembwe/ Mianda...



2. Objectif et principaux résultats de la mission

a. Objectif principal

Evaluer la situation humanitaire des déplacés et vulgariser les principes humanitaires auprès de leur communauté d'accueil, ainsi qu'auprès des autorités civiles, des leaders d'opinion et des autorités militaires.

b. Principaux résultats

Objectif spécifique	Activités et méthodologie	Résultats obtenus
1. Evaluer la situation des (et de protection) des déplacés et mettre à jour les statistiques des déplacés	<ul style="list-style-type: none"> Entretien avec les autorités coutumières et administratives ; Entretien avec les leaders d'opinion communautaire ; Entretien avec une Organisation internationale ; Entretiens semi structurés avec les hommes, les femmes et les jeunes ; Visites dans les ménages des déplacés et observation ; Documentation : vérification et triangulation des données collectées ; Traitement des données et analyse. 	<ul style="list-style-type: none"> La cartographie des besoins et des interventions est connue et actualisée (voir point 4 du rapport) ; Les mouvements de population sont mis à jour et analysés (voir point 3 du rapport) ; Des analyses de risque appropriées et du « do no harm » sont fournies (point 4 du rapport) ; Des actions appropriées et recommandations pratiques sont identifiées et partagés avec l'ICR (point 5 du rapport).
2. Vulgariser les principes humanitaires auprès de la communauté et de acteurs locaux	<ul style="list-style-type: none"> Organisation de 5 ateliers d'échange et de sensibilisation avec les autorités et les leaders locaux (incluant la société civile) ; Entretien avec le commandement du 33121^e bataillon des FARDC et la police nationale congolaise basés à Ziralo. 	5 séances de sensibilisation séparément organisées : <ul style="list-style-type: none"> 71 leaders et membres de la communauté de Tushunguti sensibilisés ; 54 leaders locaux de Kusisa et Batayo (dont 11 déplacés) sensibilisés ; 3 autorités coutumières, 4 infirmiers titulaires et 4 représentants des ex combattants (cantonés) sensibilisés à Tushunguti.
3. Plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> Entretien/ sensibilisation auprès du commandement du 33121^e bataillon des FARDC et de la PNC basé à Ziralo ; Entretien avec la MONUSCO ; Entretien avec une Organisation internationale 	<ul style="list-style-type: none"> Engagement obtenu des autorités sur la protection des civils, particulièrement des déplacés ; Engagement obtenu des autorités pour la sécurisation de potentiels bénéficiaires (en cas de distribution éventuelle)

3. Mouvement de population

Aires de santé d'accueil	Population autochtone (personne)	Déplacés		Villages de provenance	Date d'arrivée	Causes de déplacement
		Ménage ¹	Personne ²			
Tushunguti	18 819	1 832	9 160	Katunda, Remeka, Lukunda et Chembechembe. Ndeko, Katunda, Miko et Bindobondobo (gpt Ufamandu, Masisi)	Aout, septembre et octobre 2021	Opérations militaires contre les groupes armés à Ufamandu/ Masisi (Nord-Kivu)
Mianda	6 945	1 206	6 030			
Matutira	12 251	893	4 465			
Kusisa	27 548	2 698	13 490			
Total	48 633	6 629	33 145			

¹ Sources : les aires de santé de Tushunguti, Mianda, Matutira et Kusisa, le comité des déplacés, les autorités et associations locales

² Estimation (de 5 personnes par ménage)



- Au moins 33 145 personnes déplacées sont accueillies par 48 633 habitants de la communauté hôte, soit une pression démographique d'environ 68% sur la communauté locale.
- Le recensement a été fait par les comités des déplacés de neuf villages du groupement Ziralo et les infirmiers titulaires des aires de santé de Tushunguti, Mianda, Matutira et Kusisa. Les résultats ont été endossés par les autorités et associations locales.
- Au 17 novembre 2021, une organisation internationale organisait déjà le recensement de ces déplacés. Les résultats de ce recensement « méthodique » actualiseront ces chiffres.

4. Besoins et réponses humanitaires

- **Articles ménagers essentiels (AME)** : les déplacés sont hébergés dans les familles d'accueil à Ziralo. Malgré leur faible capacité d'accueil, ces familles partagent avec les déplacés leurs abris ainsi que leurs articles ménagers essentiels. Par ailleurs, il s'observe une promiscuité et une insuffisance des articles ménagers essentiels dans les familles ayant accueilli les déplacés.
 - Aucune assistance AME n'a été donnée aux déplacés depuis leur arrivée. L'assistance en AME devra prendre en compte les besoins des vulnérables de la communauté d'accueil. Néanmoins, une Organisation internationale a déjà recensé ces déplacés.
- **Sécurité alimentaire** : les déplacés vivent aux dépens de leurs familles hôtes étant donné qu'ils n'ont pas accès à leurs champs. Dans les entretiens avec les familles d'accueil des déplacés, il a été mentionné leur hausse des denrées alimentaires et la paupérisation du fait de la multiplicité de mouvements des déplacés) dans cette zone d'accueil.
 - Aucune assistance alimentaire n'a été organisée en faveur des déplacés ou leurs familles d'accueil. Néanmoins, une Organisation internationale a déjà recensé ces déplacés.
- **Santé** : les déplacés, tout comme les autres vulnérables de la communauté hôte, n'ont pas un accès gratuit aux soins médicaux par manque d'appui. Depuis le désengagement de MSF-E en juillet 2021, les structures sanitaires des villages d'accueil ne sont pas en mesure de prendre en charge les déplacés. Par ailleurs, les évaluations ont eu lieu durant la période de grève du personnel soignant (avec un service très limité). Les déplacés recourent ainsi aux soins indigènes non contrôlés vu le recouvrement des frais médicaux aux structures et leur faible capacité financière. D'où la nécessité d'appuyer les aires de santé de Tushunguti, Mianda, Kusisa et Matutira en médicaments et intrants médicaux essentiels afin de faciliter la prise en charge médicale des déplacés.
- **Protection et analyse « do no harm »**
 - La zone d'accueil des déplacés, groupement de Ziralo connaît une accalmie relative depuis les trois derniers mois, en dépit des activités des groupes armés internes attachés aux communautés locales (CNRD, Nyatura, Turarambiwe, d'une part, et les Mai-Mai Kirikicho d'autre part).
 - La fluidité des mouvements des groupes armés de Ziralo (Sud-Kivu) vers Ufamandu et Walowa-Luanda (Nord-Kivu) et vice-versa constitue une menace permanente de protection des civils de part et d'autre.
 - A la suite des opérations militaires contre les groupes armés dans le groupement Ufamandu (Nord-Kivu), au moins 108 combattants (dont 1 enfant) issus des groupes attaqués (MM Maachano, Nyatura etc) se sont rendus auprès des autorités coutumières de Ziralo. 59 d'entre eux sont cantonnés dans un « centre de regroupement » à Tushunguti, sans un encadrement approprié, en attendant leur réinsertion sociale. Ces éléments constituent une menace de protection, selon la communauté, car certains d'entre eux auraient déjà été identifiés comme auteurs des cas de viol et d'autres abus dans la région par le passé.
 - C'est après l'échec du processus de la démobilisation de ces groupes au Nord-Kivu que leurs éléments auraient regagné les anciens bastions et ils sont devenus très agressifs. Il y a un risque important que ces éléments regagnent de nouveau leurs bastions.
 - Par rapport à une éventuelle assistance aux déplacés, le site de distribution le plus proche se trouve à quelques dizaines de kilomètres de Ziralo. A l'absence des mécanismes appropriés d'accompagnement et de sécurisation, cette distance peut exposer les potentiels bénéficiaires d'aide humanitaire aux abus

de protection par les porteurs d'armes. D'où la nécessité d'adapter les modalités d'assistance (étudier la possibilité de l'assistance en cash inconditionnel après une étude approfondie).

5. Principales recommandations

- Mettre en place une assistance humanitaire holistique en faveur des déplacés et les vulnérables de la communauté d'accueil. Tenir compte de l'analyse « do no harm » (inter cluster régional).
- Mettre en place une assistance communautaire, notamment en Wash et santé, pour profiter à la communauté d'accueil de Ziralo (Inter cluster régional).
- Renforcer des séances d'outreach sur les principes humanitaires dans la communauté (OCHA).
- Renforcer l'encadrement des ex-combattants rendus auprès des autorités (autorités étatiques appuyées par la MONUSCO)
- Renforcer la sécurité et les mécanismes de protection dans les zones de provenance des déplacés (groupement Ufamandu, Masisi) pour encourager leur retour (autorités étatiques appuyée par la MONUSCO).

6. Participant à la mission

- Mr Alfred Matete (OCHA Sud-Kivu et Maniema) : +243 81 98 29 211 et matetea@un.org

Annexe : photos



Entretiens et sensibilisation des autorités (gauche) et les leaders locaux (droite)



Sensibilisation des leaders locaux



Sensibilisation des autorités militaires